

SOUS EMBARGO JUSQU'À
15 H LE 31 OCTOBRE 1980

VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCATION



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

NOTES POUR UNE ALLOCATION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
MARK MACGUIGAN,
PRONONCÉE À L'OCCASION
D'UN SYMPOSIUM SUR LE
DÉSARMEMENT,
CONRAD GREBEL COLLEGE,
UNIVERSITÉ DE WATERLOO,
WATERLOO, ONTARIO,
LE 31 OCTOBRE 1980

(TRADUCTION)

Je vous suis très reconnaissant de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui à l'occasion de ce symposium sur le désarmement. Comme le savent les organisateurs de cette rencontre, peu d'aspects de nos relations internationales revêtent aujourd'hui une telle importance. Il s'agit d'un sujet auquel je m'intéresse énormément depuis de nombreuses années, et plus encore depuis ma nomination à mon portefeuille actuel. Il y a à peine un peu plus d'un mois, j'abordais cette question devant un groupe de parlementaires représentant 15 nations, à l'occasion de l'ouverture à New York de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les idées que je m'étais alors donné de transmettre étaient, à mon avis particulièrement importantes. Je me propose donc de reprendre ici un certain nombre des principaux points abordés à cette occasion.

Pour les deux alliances militaires du monde industrialisé, la sécurité repose principalement sur un système de dissuasion, dont la stabilité de l'équilibre des forces est la caractéristique essentielle. Ainsi, la dissuasion mutuelle est, depuis les 35 dernières années, le principal élément qui a empêché une guerre dans laquelle seraient utilisées les armes les plus puissantes jamais conçues. Cette forme de sécurité n'est manifestement pas idéale, puisqu'elle comporte un danger d'anéantissement réciproque. Une véritable sécurité ne sera possible que si elle s'accompagne d'un désarmement accepté et vérifiable par l'ensemble des nations. Dans l'intervalle, nous devons chercher à réduire le niveau des armements, aussi bien en termes de capacité de destruction que de coûts, tout en ne compromettant pas la sécurité actuelle.

Mais pourrions-nous alors jouir d'une véritable sécurité, dans le sens le plus large du terme? D'après le rapport de la Commission Brandt, qui porte sur les questions de développement international, il sera nécessaire d'envisager un nouveau concept de sécurité. Selon lui, une politique internationale constructive devra avoir pour tâche importante d'offrir une approche nouvelle et plus globale de la "sécurité", qui se limiterait moins aux aspects purement militaires. En termes plus directs, le rapport nous rappelle que l'Histoire nous a enseigné que les guerres engendrent la faim, mais nous sommes moins conscients que la pauvreté massive peut entraîner la guerre ou le chaos. La faim et la paix ne peuvent coexister. Qui veut éliminer la guerre devra également éliminer la pauvreté collective. Du point de vue moral, il n'y a aucune différence entre mourir sur un champ de bataille ou être condamné à mourir d'inanition à cause de l'indifférence des autres.

Comme vous vous y attendez sans doute, outre le désarmement, élément vital de la sécurité, j'aimerais aborder le sujet du développement, et de la corrélation entre le désarmement et le développement. En établissant ce lien, nous voulons mettre l'accent sur une motivation plus positive envers le désarmement que la simple survie. Si une fraction, ne serait-ce que minime, des 500 milliards de dollars et plus consacrés chaque année aux opérations militaires était ajoutée aux 20 milliards dépensés actuellement pour l'aide, nous verrions alors poindre de véritables possibilités d'accomplir des progrès tangibles, voire même radicaux, en vue de la solution des problèmes actuels de développement.

Les dépenses militaires mondiales sont maintenant évaluées à 500 milliards de dollars par an. Cela équivaut à plus d'un milliard de dollars par jour ou, si vous préférez, à presque un million de dollars par minute. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les coûts directs de la course aux armements ont dépassé 6 billions de dollars, soit presque autant que le produit national brut mondial de 1975. Six pays - l'Union soviétique, les États-Unis, la Chine, la France, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne - comptent pour près de 72 % des dépenses militaires mondiales, pour près de 96 % de toutes les activités de recherche et de développement à des fins militaires, pour 90 % de toutes les exportations d'équipement militaire et pour 95 % des exportations d'armes sophistiquées vers les pays en développement.

Il est compréhensible que les pays en développement préfèrent regarder les vastes dépenses militaires des pays industrialisés et mettre l'accent sur la motivation économique du désarmement. Cependant, les dépenses militaires doivent également être examinées en regard de la richesse des pays concernés. Il est donc logique que les dépenses militaires des pays en développement soient également étudiées.

Ces pays renferment près de 50 % de la population mondiale et ne comptent que pour environ 14 % des dépenses militaires mondiales, la Chine absorbant plus des deux tiers de ce montant. Même s'ils semblent petits dans le contexte global, les budgets d'armement des pays en développement apparaissent beaucoup plus importants si on les compare aux ressources limitées dont disposent ces pays et à leurs besoins urgents dans les domaines social et économique. Malheureusement, le taux de croissance de ces dépenses dépasse les moyennes mondiales, et leur part est passée de 6 % il y a dix ans à 14 % aujourd'hui.

Mais il serait trompeur de supposer que tous les pays en développement ont accru leurs dépenses militaires au même rythme. En Amérique du Sud par exemple, ce taux d'accroissement a été moins élevé entre 1973 et 1978 qu'au cours des cinq années précédentes. En outre, une grande partie de l'augmentation globale observée chez les pays moins développés est attribuable aux pays du Moyen-Orient, dont la croissance annuelle moyenne des dépenses militaires a été de 13,5 % pour chacune des dix dernières années, par rapport à une moyenne de moins de 3 % pour l'OTAN. L'accroissement de ces dépenses au Moyen-Orient est en bonne partie imputable aux tensions dans cette région, mais il est généralement vrai qu'un accroissement du revenu des pays en développement s'accompagne d'une hausse des dépenses militaires. Par exemple, les dépenses militaires des pays de l'OPEP s'accroissent en moyenne de 15 % par an depuis les dix dernières années. Au sein du groupe des pays en développement non pétroliers, elles se sont accrues de 7,5 % chez les plus fortunés, et de 3,5 % seulement dans les pays à revenu moindre.

Mais le fardeau des dépenses militaires ressort le mieux en tant que pourcentage du produit national brut. À cet égard, le Moyen-Orient dépasse de loin les autres régions du monde. Les budgets de défense des 11 pays de la région absorbent 17 % de leur PNB; le fardeau de l'Égypte, par exemple, dépassait les 25 % de son PNB au milieu des années 70; les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et la plupart des pays d'Extrême-Orient y consacrent en moyenne 4 % de leur PNB, alors que ce chiffre est de 2,5 % pour 32 pays africains.

Lorsque nous parlons de dépenses militaires, il ne faut pas oublier que 80 % de toutes ces dépenses portent sur des armements classiques. Nous ne pouvons minimiser la menace nucléaire, mais nous devons nous rappeler que ce sont des armes classiques qui ont servi à tuer 25 millions de personnes dans les 133 guerres menées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour cette raison, le Canada est d'avis que les efforts de désarmement ne doivent pas viser uniquement la menace nucléaire.

La question de la réduction des ventes d'armes classiques est un aspect important du désarmement; en effet, les pays en développement paient les deux tiers des 20 milliards de dollars consacrés chaque année aux armements. À cet égard, le Canada a appuyé l'enregistrement par les Nations Unies des transferts d'armements. Ceci non pour enlever aux pays en développement le droit d'assurer leur sécurité, comme certains l'ont prétendu, mais plutôt parce que nous croyons qu'il s'agirait là d'une mesure de confiance utile, notamment auprès des importateurs d'armes

d'une même région, et également parce que l'on pourrait ainsi parvenir éventuellement à réduire ce fardeau pour les pays en développement et libérer davantage de ressources pour le développement. Cette proposition n'a malheureusement pas connu de succès, étant donné surtout la résistance de la plupart des pays en développement importateurs d'armes, des pays du bloc de l'Est, et même de certains pays occidentaux exportateurs d'armes.

Même si les pays développés ne consacrent qu'environ 4 % de leur PNB aux dépenses militaires, un nombre important de sociétés de ces pays assurent leur survie grâce à leurs ventes de matériel militaire. Au cours des ans, on a soutenu que les dépenses militaires sont bonnes pour les économies des pays développés, et tout particulièrement dans le domaine de la technologie de pointe. En fait, ces dernières années, les percées technologiques ont été bien plus souvent le fruit d'activités de recherche et de développement non militaires que ce n'était le cas auparavant. Pendant les années 60 également, un certain nombre d'études ont conclu que certaines industries souffriraient d'une réduction sensible des dépenses militaires, mais que ces difficultés ne seraient pas insurmontables.

À la lumière de ces facteurs, l'ONU a demandé en 1978 à un groupe d'experts d'entreprendre une étude des relations qui existent entre le désarmement et le développement ou, de façon plus explicite, de préciser comment le désarmement peut contribuer à l'établissement du nouvel ordre économique international. L'étude cherchera entre autres à trouver des mesures susceptibles d'atténuer les difficultés qui pourront survenir pendant la transition d'une production industrielle militaire à une production industrielle civile. Elle s'intéressera par exemple à la planification préalable des changements, à la diminution graduelle de la production militaire, au recyclage et à la réinsertion des travailleurs, à l'identification de nouveaux marchés ainsi qu'à des instruments de politique comme les dégrèvements fiscaux, les subventions et les indemnités. Si l'étude devait rassurer ceux dont l'emploi repose maintenant sur la production militaire, ses résultats pourraient contribuer à amoindrir leur résistance au désarmement.

Le Canada contribue de diverses façons à cette étude d'envergure. Le ministère des Affaires extérieures a financé deux études concernant l'incidence des dépenses militaires canadiennes et américaines et l'incidence du désarmement sur l'économie canadienne. Lorsque l'étude des Nations Unies sera terminée et rendue publique en septembre 1981, le Gouvernement du Canada en diffusera une

version accessible au grand public et ce, pour mieux le sensibiliser à cette question et calmer les inquiétudes concernant les effets du désarmement.

Je sais que je n'ai pas parlé de la contribution canadienne aux nombreuses négociations et discussions actuelles sur le désarmement, qui englobent aussi bien l'interdiction totale des essais nucléaires que les armes chimiques et radiologiques, pas plus que je n'ai parlé des relations de toute évidence vitales entre les superpuissances ainsi que des nombreux débats et arrangements bilatéraux sur le désarmement. Cependant, comme ces questions sont très souvent débattues à cause de leur caractère d'urgence et de leur importance, j'ai pensé que vous préféreriez un examen plus exhaustif et plus prospectif de l'aspect économique du désarmement, et plus précisément du lien entre le désarmement et le développement.

J'aimerais, pour conclure, souligner que les membres de la communauté universitaire, professeurs ou étudiants, ont un rôle à jouer dans cette approche au désarmement, aussi bien par l'acceptation de ces réalités que par l'élimination des forces d'inertie. Les problèmes de désarmement nous sont connus depuis plusieurs décennies, mais la forme du nouvel ordre économique ne fait qu'émerger. Toutefois, la prise de conscience de nos difficultés ne nous a pas nécessairement rapprochés de leur solution. Et cet échec risque de mener plusieurs au découragement, au désespoir et au cynisme. En dernière analyse, c'est peut-être là le principal obstacle à une action efficace. Nous devons rejeter l'idée qu'il est naïf de rechercher le désarmement dans un monde dont l'existence est menacée par les arsenaux des deux superpuissances. De même, nous devons aider nos peuples à comprendre qu'il est impératif de chercher à rétrécir le fossé qui sépare les très riches des très pauvres.

Il y a trois ans, Olaf Palme, qui dirige actuellement une commission de personnalités chargées d'examiner les questions de désarmement, parlait en ces termes du lien entre le désarmement et le développement: "Si deux tendances qui menacent la paix peuvent être transformées en un processus susceptible d'améliorer les perspectives de paix, pourquoi ne devrions-nous pas faire de notre mieux pour opérer cette transformation?" Je pense qu'il s'agit là d'un objectif qui mérite tous nos efforts, c'est-à-dire ceux du Gouvernement et les vôtres.